



## **LE 11 SEPTEMBRE ET LA LUTTE ANTITERRORISTE EN AFRIQUE<sup>1</sup> DE G. W. BUSH À OBAMA**

**CARMEN MBOUMBA NZAMBA**

*Doctorante civilisation américaine, CREA (Centre de recherches anglophones), Université Paris X  
Chercheuse invitée à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand*

En 1998, les ambassades américaines à Nairobi au Kenya et à Dar es Salam en Tanzanie sont la cible de terroristes. Ces attaques ne préoccupent point l'administration américaine qui est loin de considérer l'Afrique comme une région sensible à la menace terroriste. Cependant, à la suite des attentats du 11 septembre, Washington réalise soudain que l'Afrique est aussi concernée par le phénomène terroriste, car le terrorisme peut se nourrir de conflits et l'Afrique n'en est pas épargnée. Quel est le lien entre les attaques du 11 septembre aux États-Unis, la sécurité nationale américaine et les réseaux terroristes en Afrique, sachant que deux de leurs représentations diplomatiques en Afrique ont été attaquées environ trois ans plus tôt ? Les experts américains reconnaissent ainsi la Corne de l'Afrique, pour sa proximité du Yémen, et le Sahel comme deux des régions sensibles du continent, car, selon ces mêmes experts, le désert du Sahel pourrait abriter des bases d'entraînement de groupes terroristes semblables aux camps paramilitaires d'Afghanistan. L'Afrique est-elle réellement en passe de devenir le terreau des mouvements terroristes ? Qu'en est-il de l'Administration Obama ? La lutte antiterroriste est également une des priorités du président Obama à laquelle s'ajoute la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes.

### **Le 11 septembre et ses conséquences sur la politique étrangère américaine et en particulier sur la politique africaine des États-Unis**

Avant le 11 septembre, la politique étrangère américaine depuis la fin de la guerre froide poursuit trois objectifs : éviter de laisser les États-Unis céder à la tentation de l'isolationnisme, s'assurer que la globalisation sert les intérêts américains et n'aggrave pas les principales menaces pour leur sécurité et enfin préserver l'hégémonie américaine dans le monde. La politique extérieure de l'Administration Clinton est basée sur le triptyque promotion du libre-échange, de la démocratie et de la paix dans le monde avec un accent mis sur le volet économique dans le but de favoriser les compagnies américaines à conquérir les marchés étrangers, notamment africains. Cependant, dès janvier 2001, George W. Bush annonce un changement dans les principes directeurs de la diplomatie de Washington. Bien qu'acceptant les trois objectifs principaux en politique étrangère de l'administration précédente, G. W. Bush affiche d'emblée sa différence en mettant au premier

---

1. Au Département d'État le Bureau des Affaires africaines, depuis sa création en 1958, est chargé des questions liées à l'Afrique au sud du Sahara (subsaharienne) et l'Afrique du Nord ou le Maghreb est du ressort du Bureau du proche-orient.

plan la question de sécurité, un domaine à ses yeux négligé par Clinton. Il accuse ce dernier d'avoir mené en Afrique « une politique de bons sentiments » bien trop idéaliste, et en définitive vouée à l'échec<sup>2</sup>. Les slogans « *America first* » et « *security first* » expliquent la volonté de la nouvelle équipe de pratiquer une politique étrangère réaliste en rupture avec l'administration démocrate, mais en s'inspirant plus des gouvernements Reagan et Nixon. La priorité de George W. Bush consiste à retrouver le maximum de liberté et de flexibilité dans la définition et la promotion des intérêts américains<sup>3</sup> en s'appuyant sur une analyse des intérêts stratégiques et matériels des États-Unis. Cette administration s'attache surtout à adapter l'appareil militaire aux nouveaux défis du 21<sup>e</sup> siècle. La nouvelle politique africaine de Washington, selon les termes du secrétaire d'État Colin Powell peut se résumer en ces termes : « finie la rhétorique, vive la géopolitique<sup>4</sup> ».

Après les attentats du *World Trade Center* et du Pentagone, une nouvelle ère voit le jour aux États-Unis. L'administration américaine, encore sous le choc du malheur qui frappe le pays, n'est habitée que par la volonté de faire la « guerre contre un ennemi qui ne laisse le choix qu'entre attaquer ou être assailli, [de faire] une guerre où aucun autre pays ne peut éviter de prendre parti, une guerre dont ni la durée ni les théâtres ne peuvent être prédits<sup>5</sup> ». Cette guerre contre la terreur avec pour ennemi principal Al-Qaïda peut donc se faire sur tous les théâtres au point de compter l'Afrique parmi les lieux concernés par le terrorisme international<sup>6</sup>. La conséquence immédiate du 11 septembre sur la politique américaine en Afrique est que la lutte antiterroriste comme fer de lance de la politique extérieure de l'Administration G. W. Bush renforce le retour d'une approche géostratégique du continent, rappelant ainsi la politique africaine des États-Unis pendant la guerre froide où les intérêts de sécurité nationale, essentiellement liés à contrer l'influence communiste en Afrique, ont primé sur la promotion de la démocratie ou du développement. Si, avant le 11 septembre 2001, Washington n'a pas signé d'alliance stratégique de défense avec les pays d'Afrique subsaharienne, elle a cependant conclu des accords de coopération militaire (*International Military Education and Training – IMET*<sup>7</sup>) avec quelques pays africains. La présence militaire américaine dans cette partie du monde est alors modeste,

---

2. Voir Peter J. Schraeder, « Finie la rhétorique, vive la géopolitique : premières tendances de la politique africaine de l'Administration Bush (2001) », *Politique africaine*, n° 82, juin 2006, p. 133.

3. Cette volonté s'est surtout traduite par une méfiance de Washington à l'égard des institutions et des accords internationaux en mesure de porter atteinte à leur liberté d'action ou à leur souveraineté. C'est ainsi qu'ils refusent, par exemple, de signer le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), la convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnelles, le traité de Rome créant la Cour pénale internationale (CPI) ou le protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique. Voir Pierre Mélandri, « Le Terrorisme, voilà l'ennemi : les attentats et la politique étrangère des États-Unis », *Vingtième siècle*, n° 76, oct.-déc. 2002, p. 47.

4. Voir Jane Perlez, « Powell Gives Africa a Hard New Look », *The New York Times*, 14 janvier 2001, p. 46, <http://www.nytimes.com/2001/01/14/weekinreview/the-world-powell-gives-africa-a-hard-new-look.html?pagewanted=1> [consulté le 18 février 2010].

5. Mélandri, *op. cit.*, p. 46.

6. À cet effet, l'ensemble des chefs d'État s'était réuni à Dakar (Sénégal) au lendemain des attentats sous l'initiative du président sénégalais Abdoulaye Wade pour condamner unanimement cet acte terroriste.

7. Créé en 1976, IMET, considéré comme le plus traditionnel des programmes d'entraînement américains, est un programme bilatéral d'assistance militaire permettant à Washington de subventionner l'entraînement et l'instruction des militaires étrangers ainsi qu'un nombre restreint de civils. Il est financé et supervisé par le Département d'État, mais c'est le Pentagone qui est chargé tout aussi bien de son exécution sur le terrain que de sa gestion par l'intermédiaire de la *Defense Security Assistance Agency* (DSAA).

comme le souligne Frédéric Leriche : « le continent africain apparaît alors comme situé dans un angle mort de la politique extérieure américaine<sup>8</sup> ». Mais depuis les attaques du 11 septembre, Washington intègre désormais l'Afrique subsaharienne dans sa réflexion stratégique aux ambitions mondiales. Les États-Unis, dont l'objectif principal est l'affirmation de sa puissance sur la scène internationale afin de la contrôler, ont ainsi accru leurs investissements militaires en Afrique en usant du prétexte de la guerre contre le terrorisme (approche unilatéraliste).

## Du Sahel à la Corne de l'Afrique

La peur que connaissent les États-Unis à la suite du 11 septembre modifie toutes les actions américaines à l'étranger dès lors qu'elles sont liées à la sécurité nationale américaine. La guerre mondiale déclarée contre le terrorisme donne aux considérations géopolitiques un éclairage nouveau auquel l'Afrique n'échappe pas. Cette peur, au sein d'une administration traumatisée jusqu'à l'obsession se concrétisant par « la guerre contre la terreur » (*war on terror*), n'a pas que pour conséquence de mener la guerre contre les taliban en Afghanistan ou encore de traquer les « supposées » armes de destruction massive en Irak et d'évincer Saddam Hussein. Elle sert aussi à justifier la position de Washington selon laquelle l'Afrique pourrait devenir un des terrains de prédilection du terrorisme international<sup>9</sup>, car ce dernier peut se nourrir de guerres, phénomène récurrent sur le continent. En effet, les conflits africains représentent la principale menace pour les intérêts américains : c'est pourquoi Washington s'est impliqué dans la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel et dans la Corne de l'Afrique. De ce fait, au nom de ce combat, des partenariats militaires bilatéraux se sont renforcés sous la présidence de G. W. Bush, dont le but était de renforcer la coopération directe avec les forces armées africaines. Ainsi, après le 11 septembre, la CIA et les autres agences de renseignements, le Conseil de sécurité nationale (NSC) et le Pentagone deviennent des acteurs majeurs de la politique de Washington en Afrique.

En novembre 2002, le Département d'État crée l'Initiative Pan-Sahel (*Pan-Sahelian Initiative* ou PSI) dans le but d'aider le Mali, le Tchad, le Niger et la Mauritanie à combattre la contrebande, les criminels internationaux et les mouvements terroristes dans la région du Sahel, zone tampon située entre d'une part le Maghreb et l'Afrique noire, et d'autre part entre les pays producteurs de pétrole d'Afrique du Nord et ceux du golfe de Guinée. Ce partenariat porte sur la formation de militaires et favorise la coopération Sahel-Maghreb en matière de lutte contre le terrorisme. À sa création, le programme est financé à hauteur de 7,5 millions de dollars<sup>10</sup> sur deux ans et comprend une formation de base sur le maniement d'armes, la planification, les communications, la navigation terrestre, la conduite de patrouilles et l'apport de soins médicaux. La formation est

---

8. Voir Frédéric Leriche, « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective », *Afrique contemporaine*, n° 207, 2003. p. 7.

9. À titre d'exemple, le compte rendu des activités terroristes présenté par le Département d'État en 2002, consacre un paragraphe entier à la situation africaine. De même, le document traitant de la stratégie nationale américaine (NSS) signé par W. Bush en septembre 2002 dédie une page entière sur trente-huit (contrairement aux précédents qui ne réservaient que quelques lignes) confirmant ainsi le nouveau rôle du continent sur l'échiquier stratégique américain transformé par la guerre contre le terrorisme mondial. Voir Robert Esposti, « Du terrorisme international en Afrique, de ses manifestations et de ses conséquences », *Défense nationale*, n° 1, janvier 2004, p. 135.

10. Voir Jim Fisher-Thompson, « U.S.-African Partnership Helps Counter Terrorists in Sahel Region », *Washington File*, Département d'État, 23 mars 2004, <http://www.america.gov/st/washfile-english/2004/March/20040323170343r1EJrehsiF0.1366693.html> [consulté le 24 mars 2010].

assurée par des militaires américains et par des sociétés de sécurité privées américaines. Grâce au PSI, Abderrazak al-Para, l'un des principaux chefs du groupe extrémiste « Groupe salafiste pour la prédication et le combat » (GSPC) est arrêté et remis entre les mains du gouvernement algérien<sup>11</sup>. En juin 2005, l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme (*Trans-Sahara Counterterrorism Initiative* ou TSCTI) prend le relais de l'Initiative Pan-Sahel (PSI), programme arrivé à son terme. Le TSCTI a officiellement commencé par des manœuvres baptisées « Exercice Flintlock 2005 », visant à stimuler les efforts mis en œuvre par les diverses agences du gouvernement pour resserrer l'étau contre les groupes terroristes en les empêchant d'exploiter la région.

Dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, Washington s'intéresse aussi à la Corne de l'Afrique, région regroupant l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti et la Somalie. Pour mieux contrôler ses voies maritimes et faciliter la lutte antiterroriste, les États-Unis installent en juin 2002 à Djibouti, une base militaire américaine au centre du Camp Lemonnier qui regroupe au départ 900 soldats et 400 basés sur un navire. Cette ancienne base militaire de la Légion étrangère française a l'avantage d'avoir une ouverture sur la Mer Rouge et le golfe d'Aden et de se trouver au cœur de la Corne de l'Afrique<sup>12</sup>. En octobre 2002, Washington crée à Djibouti le *Combined Joint Task Force-Horn of Africa* (CJTF-HOA) comptabilisant 1500 hommes<sup>13</sup> afin de lutter contre le terrorisme et d'améliorer la sécurité en Éthiopie, en Érythrée, au Soudan, au Kenya, en Somalie, au Yémen, et en Mer Rouge, dans le golfe d'Aden et dans l'océan Indien. Les États-Unis ont également des vues sur l'île de Socotra, propriété du Yémen, située à quelque 400 km des côtes yéménites. Stratégiquement bien située, celle-ci n'est pas très peuplée et peut aisément être sécurisée. Il est possible que l'île se présente comme une heureuse alternative à la présence américaine très contestée dans le Golfe. L'Érythrée a également renforcé ses rapports avec Washington au cours de cette période. Ce dernier a accordé aux Américains l'utilisation de ses installations le long de ses 1200 km de côtes, le long de la mer Rouge, et a mis à disposition deux de ses ports, ainsi que le nouvel aéroport près du port de Massawa, pouvant accueillir des avions « gros porteurs ». L'Érythrée a enfin cédé un droit illimité de survol de son territoire et le partage d'informations obtenues par ses services de renseignement.

La lutte contre le terrorisme est donc le motif valable présenté par l'Administration G. W. Bush pour séduire le Congrès afin d'obtenir les fonds nécessaires pour la mise en place de ces programmes en Afrique. Cependant, tous ces différents programmes de coopération bilatérale militaire financés par l'Administration américaine ne sont pas toujours utilisés dans le seul objectif de lutter contre le terrorisme dans la région pansahélienne par les gouvernements des

---

11. Voir Theresa Whelan, sous-secrétaire à la Défense chargée des Affaires africaines, citée par Dona Miles, « New Counterterrorism Initiative to Focus on Saharan Africa », 17 mai 2005, <http://www.america.gov/st/washfile-english/2005/May/20050517161156dmslahrellek0.6709864.html> [consulté le 24 mars 2010].

12. Au milieu des années 1970, les Américains ont dû quitter cette région lorsque l'Éthiopie, sous le régime de Haïlé Sélassié, et la Somalie de Siyad Barre ont basculé dans le camp soviétique, à la suite de la révolution du « Derg » dirigé par Mengistu le « négus rouge » et que, de l'autre côté du détroit, le Yémen du Sud se rangeait aussi du côté de Moscou, en prenant ainsi en tenaille le petit Territoire français des Afars et des Issas (TFAI), devenu en 1977 la République de Djibouti.

13. Voir Cindy L. Courville, « Africa's Strategic Importance to U.S. is Growing », 8 février 2008, <http://www.america.gov/st/peacesec-english/2008/February/200705141556461EJrehsiF0.9337885.html> [consulté le 19 avril 2010].

pays ciblés. L'exemple du Tchad montre malheureusement des dérives dans l'utilisation du budget alloué au programme PSI par Washington. En effet, selon la presse tchadienne<sup>14</sup>, le président Idriss Déby Itno fait l'objet d'une enquête diligentée par le Département d'État depuis 2008 pour détournement du financement destiné à la formation des troupes tchadiennes pour lutter contre le terrorisme orchestré par les extrémistes du groupe salafiste. Loin de lutter contre ces terroristes, les éléments du bataillon tchadien formés par les Américains dans le cadre du PSI ont été détournés de leur mission première par Déby pour l'aider à combattre l'Alliance nationale (A.N.), le mouvement de rebelles armés opposé à son régime et dirigé par le général Mahmat Nouri, à l'est du Tchad. Les troupes du PSI sont donc mises à contribution pour assurer la protection de Déby, ce qui a provoqué le mécontentement de certains hauts gradés qui ont dénoncé la gestion du programme PSI par le clan Déby<sup>15</sup> et se sont empressés de désertir l'armée pour rejoindre les rebelles de l'A.N.

### **Le Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM)**

L'Administration G. W. Bush est allée encore plus loin dans sa volonté de confirmer que l'Afrique revêt désormais un intérêt stratégique pour Washington depuis le 11 septembre en créant un commandement militaire « unifié » pour le continent africain : AFRICOM. L'ouverture officielle de son siège à Stuttgart en Allemagne a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2007<sup>16</sup> et n'est devenu opérationnel qu'en octobre 2008. En effet, afin de pouvoir conserver un certain contrôle sur le continent pendant cette « longue guerre », le Pentagone doit réorganiser la structure globale de son commandement militaire hérité de la guerre froide<sup>17</sup>, car le Commandement américain pour l'Europe (EUCOM) n'a consacré que 5 %<sup>18</sup> de son temps à l'Afrique au cours de cette période. Même si, comme le confirme le sous-secrétaire aux affaires politiques du Pentagone Ryan Henry, « l'AFRICOM n'est pas destiné à renforcer uniquement la lutte contre le terrorisme<sup>19</sup> », ce dernier a tenu à lever l'équivoque sur les objectifs de ce commandement auprès des dirigeants africains en ajoutant que la création de l'AFRICOM n'est en rien liée à la présence chinoise en

---

14. Voir Tchadvision, « Tchad : Déby détourne le PSI », *Ndjamena Matin*, 5 septembre 2008, <http://www.ndjamena-matin.com/article-22540021.html> [consulté le 19 avril 2010].

15. De 2002 à 2008, le Département d'État a versé près de 100 millions de dollars. Dans le but de gérer ce financement, Déby a nommé un des siens comme nouveau coordonnateur du PSI au Tchad.

16. Voir AFRICOM, « Entrée en activité du nouveau Centre de commandement des États-Unis pour l'Afrique », *Washington File*, 3 octobre 2007, <http://www.america.gov/st/washfile-french/2007/October/20071003140435xjsnommis0.331463.html> [consulté le 20 avril 2010].

17. En effet, avant la création de l'AFRICOM, l'Afrique dépendait de trois commandements distincts au sein des forces armées américaines : la Corne de l'Afrique relevait du commandement central (CENTCOM) basé à Miami, en Floride, et s'occupait en même temps du Proche-Orient et de l'Asie centrale ; l'Île Maurice et Madagascar dépendaient du commandement du Pacifique (PACCOM), dont le quartier général est situé à Hawaï, et le reste de l'Afrique, du commandement européen (EUCOM) basé à Stuttgart en Allemagne.

18. Voir Jonathan Gration, ancien général de l'armée de l'air, cité par David McKeeby, « L'AFRICOM crée des partenariats et favorise l'autonomie : des responsables américains réagissent aux critiques de ce nouveau commandement des États-Unis », *Washington File*, 7 août 2007, <http://www.america.gov/st/washfile-french/2007/August/20070807154748idybeekcm0.4839441.html> [consulté le 19 avril 2010].

19. Voir Ryan Henry, cité par Vince Crawley, « L'AFRICOM aidera les dirigeants des pays africains », *Washington File*, 25 avril 2007, <http://www.america.gov/st/washfile-french/2007/April/20070425154845MVyelwarC0.2503321.html> [consulté le 19 avril 2010].

Afrique ou à la ruée sur les ressources énergétiques et minières du continent, en particulier le pétrole. La principale raison est que le continent devient progressivement une région stratégique sur la scène internationale : il est nécessaire d'avoir des rapports avec elle à l'échelle du continent<sup>20</sup>. L'AFRICOM est donc chargé de mener « des missions humanitaires, médicales et de formation destinées à aider les pays africains à créer les conditions nécessaires à la stabilité politique, sociale et économique<sup>21</sup> ». Il coordonne toutes les activités militaires et sécuritaires du Pentagone ainsi que celles d'autres agences gouvernementales, notamment celles du Département d'État tel que l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Même si se procurer des ressources telles que le pétrole n'est pas le rôle essentiel de l'AFRICOM, il faut avouer que l'un des grands objectifs de l'AFRICOM est d'aider les pays africains « à se doter des capacités nécessaires pour assurer la sécurité des installations pétrolières et du transport des hydrocarbures<sup>22</sup> ».

Le souhait du Pentagone à long terme est d'établir son siège sur le continent africain. Mais, après plusieurs consultations auprès de certains chefs d'État africains et à la suite du refus de ces derniers, la base militaire de Stuttgart, qui au départ était provisoire, est finalement devenue le quartier général de l'AFRICOM. Les États africains sollicités craignent qu'une forte présence militaire américaine en Afrique, au lieu d'être une force de dissuasion sur le continent, les rende en revanche plus vulnérables aux attaques terroristes. Et comme le souligne Stephen J. Morrison<sup>23</sup>, spécialiste des questions africaines au Centre d'Études stratégiques et internationales (CSIS) : « En Afrique, aux États-Unis, en Europe et ailleurs, on craint que l'AFRICOM ne soit le signe de la militarisation de l'engagement des États-Unis en Afrique, et ce, au détriment des priorités du développement et de la diplomatie ». D'autres détracteurs soutiennent également que la volonté américaine d'installer les bureaux de l'AFRICOM en Afrique vise à renforcer davantage l'influence de Washington en Afrique et à s'assurer de ses richesses minières et énergétiques, notamment pétrolières, qui attirent les convoitises de plusieurs pays émergents tels que la Chine, l'Inde ou le Brésil. Mais qu'en est-il de l'Administration Obama sur la question ?

## **De la lutte antiterroriste à la lutte contre la piraterie en Afrique**

La première « tentative terroriste » sur le sol américain à laquelle Obama est confronté dès son arrivée à la Maison Blanche est le complot contre les synagogues dans le Bronx en mai 2009. En Afrique, les différents événements survenus au Sahel et dans la Corne de l'Afrique<sup>24</sup>, confirment

---

20. Voir Ryan Henri, cité par Vince Crawley, « L'AFRICOM aidera les dirigeants des pays africains ».

21. Voir Vince Crawley, « La Marine des É.U. prépare une mission de formation dans le Golfe de Guinée », 11 juin 2007, *Washington File*. <http://www.america.gov/st/washfile-french/2007/June/20070611161007MVyelwarC0.5882837.html> [consulté le 19 avril 2010].

22. Voir Jim Fisher-Thompson, « L'AFRICOM aura une structure et une mission exceptionnelles », *Washington File*, 25 juin 2007, <http://www.america.gov/st/washfile-french/2007/June/200706251527371EJrehsiF9.165591e-02.html> [consulté 19 avril 2010].

23. Cité par David McKeeby, « L'AFRICOM crée des partenariats et favorise l'autonomie : des responsables américains réagissent aux critiques de ce nouveau commandement des États-Unis ».

24. L'Administration W. Bush crée en 2006 une nouvelle représentation diplomatique dans la Corne de l'Afrique en nommant Cindy L. Courville ambassadeur auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour mieux contrôler la région en plus de l'ambassade américaine déjà présente sur le territoire éthiopien. Les États-Unis sont

que ces régions restent les plus sensibles, aussi la question de sécurité dans ces parties du continent constitue un dossier brûlant de la politique africaine de l'Administration Obama. La lutte contre le terrorisme dans la région sahélienne vise en particulier à combattre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le groupe terroriste installé en Afrique septentrionale qui a trouvé refuge dans le nord du Mali. L'intensification des attaques depuis 2007 de la branche maghrébine d'Al-Qaïda (anciennement GSPC) est un danger qui menace également les Occidentaux tel que le citoyen américain tué en juin dernier en Mauritanie (assassinat revendiqué par Al-Qaïda). Le Sahel, zone grise s'étendant sur trois millions de kilomètres carrés, très faiblement peuplée et difficile à contrôler, est devenu depuis l'an dernier un lieu de plus en plus attractif pour AQMI qui, pour des raisons de difficultés financières, se livre aux prises d'otages de touristes occidentaux. Washington, à l'aide de l'Initiative transsaharienne (TSCTI) mise en place par l'administration précédente, travaille en étroite collaboration avec les gouvernements africains concernés par les attaques terroristes commises par AQMI afin d'appuyer les démarches régionales visant à améliorer le climat sécuritaire au Sahel. Le sous-secrétaire aux Affaires africaines Johnnie Carson<sup>25</sup> souligne que le rôle des États-Unis est de soutenir la politique des pays africains de la zone sahélienne, car ils doivent non seulement éviter de prendre des mesures qui pourraient involontairement accroître les tensions locales ou donner une crédibilité à la légitimité que revendique AQMI tout en étant sensible à la dynamique politique locale, mais aussi d'engager des actions qui pourraient exacerber les conflits.

Pour des raisons de sécurité nationale, Washington devrait s'impliquer davantage dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, surtout après les menaces<sup>26</sup> lancées contre l'ambassade américaine en Afrique du Sud en septembre dernier, causant ainsi sa fermeture pendant trois jours « en raison des informations provenant de l'agence régionale de sécurité » sur ordre du Département d'État<sup>27</sup>. Après les attentats du 11 septembre et malgré les dispositifs pris à l'échelle internationale pour renforcer la sécurité aérienne, il subsiste encore quelques défaillances sur les vols internationaux et les agences américaines de renseignement connaissent des failles et des insuffisances répétées, mais plus encore les États-Unis restent encore aujourd'hui la cible des attentats terroristes. Il y a des « courageux » tels que le « *shoe bomber* » Richard Reid, citoyen britannique, qui tente d'activer une bombe dissimulée dans une chaussure au cours d'un vol entre

---

ainsi le premier pays non africain à avoir une mission diplomatique distincte de l'ambassade officielle auprès de l'organisme africain.

25. Voir Johnnie Carson, *Opening Remarks for Hearing on Counterterrorism in Africa (Sahel Region). Testimony Before the Senate Committee on Foreign Relations, Subcommittee on Africa*, Washington, 17 novembre 2009, <http://www.state.gov/p/af/rls/rm/2009/132062.htm> [consulté le 28 mars 2010].

26. Le journal sud-africain *The Star*, dans son édition du jeudi 24 septembre 2009, évoque une menace émanant d'un groupe lié au réseau terroriste Al-Qaïda qui aurait appelé l'ambassade. L'article ne précise pas l'identité du groupe, mais affirme que la menace est liée à la mort d'un chef local d'Al-Qaïda tué le 14 septembre en Somalie par les forces américaines. Voir Éric Tranois, « Les États-Unis ont rouvert leurs représentations diplomatiques en Afrique du Sud », 26 septembre 2009, [http://www.malango-actualite.fr/article/les\\_etats\\_unis\\_ont\\_rouvert\\_leurs\\_representations\\_diplomatiques\\_en\\_afrique\\_du\\_sud-5958.htm](http://www.malango-actualite.fr/article/les_etats_unis_ont_rouvert_leurs_representations_diplomatiques_en_afrique_du_sud-5958.htm) [consulté le 19 avril 2010].

27. Voir Sharon Hudson-Dean, porte-parole de l'ambassade américaine à Pretoria, et Ian Kelly, porte-parole du Département d'État, cités par l'Agence France-Presse (AFP), « Menace contre les diplomates américains », 26 septembre 2009, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20090923T085544Z/-diplomatie-gouvernement-securite-ambassade-Menace-contre-les-diplomates-americains.html> [consulté le 8 avril 2010].

Paris et Miami en décembre 2001<sup>28</sup>, trois mois seulement après le 11 septembre. Il arrive même très souvent que de nos jours Al-Qaïda, pour éviter de se faire repérer, sous-traite en engageant des Hommes « sans passé militant », agissant seul et avec un profil difficilement détectable mais ayant pour unique point commun leur radicalisation : la menace est désormais aux mains des amateurs. Le jeune Nigérian Umar Farouk Abdulmutallab, auteur de l'attentat manqué du vol partant d'Amsterdam pour Détroit le jour de Noël, en est un parfait exemple. Les autorités du Yémen, situé dans le Golfe d'Aden non loin de la Somalie et de Djibouti dans la Corne de l'Afrique, ont indiqué que l'auteur de l'attentat raté aurait rencontré dans le pays un imam radical américano-yéménite, Anwar al-Awlaki, qui serait également lié à l'auteur de la fusillade sur la base militaire américaine de Fort Hood en novembre dernier<sup>29</sup>. Après ce nouvel échec des services de renseignements, la CIA promet d'augmenter ses effectifs au Yémen, où le suspect a été entraîné par Al-Qaïda mais aussi en Afrique.

En plus de lutter contre le terrorisme, l'Administration Obama fait face depuis l'an dernier à une recrudescence des actes de piraterie dans le Golfe d'Aden dont les auteurs sont des ressortissants somaliens. En avril 2009, pour la première fois depuis deux cents ans, un navire américain est attaqué au large des côtes somaliennes. Le capitaine, capturé par les pirates somaliens, est libéré par la marine américaine cinq jours plus tard. Si le succès de l'opération des forces spéciales de la marine (*Navy SEALs*) n'a pas eu d'effet direct sur la cote de popularité d'Obama, un échec aurait été négatif après trois mois de présidence. Les adversaires du président commençaient déjà à s'émouvoir de l'humiliation que pouvait représenter le spectacle donné par une poignée de pirates tenant un capitaine en otage devant les bâtiments de la marine américaine. En mai 2009, un autre navire américain échappe à un nouvel assaut des pirates au large des côtes somaliennes dans le Golfe d'Aden<sup>30</sup>. En état de guerre civile continu depuis 1991, la Somalie a connu l'an dernier un nouvel épisode d'une grande brutalité, quand les troupes du gouvernement de transition ont affronté des factions islamistes jusque dans la capitale. La misère et la violence qui règnent depuis si longtemps ont entraîné certains Somaliens à se tourner vers la piraterie, activité devenue lucrative. Ainsi, les côtes somaliennes dans le Golfe d'Aden, qui constitue une voie de navigation vitale pour le commerce maritime entre le Proche-Orient, le Moyen-Orient, l'Europe, l'Asie et l'Amérique, sont devenues les eaux les moins sûres du monde. La communauté internationale, sous l'égide du Groupe de contact de l'ONU sur la piraterie au large de la Somalie (CGPCS<sup>31</sup>),

---

28. Pour une liste non exhaustive des complots terroristes contre les États-Unis déjoués ou ayant avorté depuis le 11 septembre, voir Julien Toureille, « L'administration Obama face à la menace terroriste : poursuite de l'approche mise en œuvre sous George W. Bush », *Chronique États-Unis Chaire Raoul-Dandurand*, 19 janvier 2010. p. 1-2. [http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique\\_USA\\_toureille/JT\\_ChroniqueUSA120110.pdf](http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_USA_toureille/JT_ChroniqueUSA120110.pdf) [consulté le 19 avril 2010].

29. Voir Robert F. Worth, « Cleric in Yemen Admits Meeting Airliner Plot Suspect », *The New York Times*, 31 janvier 2010, <http://www.nytimes.com/2010/02/01/world/middleeast/01yemen.html> [consulté le 8 avril 2010].

30. Selon un rapport des Nations unies, 111 attaques de pirates ont eu lieu l'an dernier dans la région située entre le canal de Suez et l'océan Indien. Cela représente une hausse de 200 % par rapport à l'année précédente. D'après le Bureau maritime international (BMI), entre janvier et avril 2009, les pirates ont mené 66 attaques au large de la Somalie et ont détenu 260 otages et 14 navires. Les attaques ont décuplé au cours du premier trimestre 2009 par rapport au premier trimestre 2008.

31. Le CGPCS, créé en janvier dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU, regroupe l'Australie, la Chine, le Danemark, Djibouti, l'Égypte, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Kenya, la Corée du Sud, les Pays-Bas, Oman, la Russie, l'Arabie Saoudite, le gouvernement transitoire de Somalie, l'Espagne, la Turquie, les

s'est réunie à New York en mai 2009 pour tenter de faciliter les poursuites en justice contre les pirates interpellés qui menacent la sécurité des voies maritimes. Cette réunion a pour but d'identifier les autorités légales ayant juridiction dans ce lieu, car, pour certaines autorités du corps des *Marines*, c'est un grand défi à relever et ils reconnaissent la difficulté de lutter contre la piraterie dans la zone où sévissent les pirates et qui représente environ quatre fois la superficie du Texas. Toutefois, Johnnie Carson a rappelé le 13 mars dernier que les États-Unis n'ont aucune intention d'américaniser le processus de paix en Somalie, Washington se contente d'apporter un appui militaire limité au gouvernement fédéral de transition par l'intermédiaire de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). La lutte contre la piraterie est un élément important des objectifs stratégiques des États-Unis en Somalie, qui cherchent à aider ce pays à rétablir la stabilité politique et économique, à mettre fin à la menace que constitue le terrorisme et à répondre aux besoins humanitaires de la population somalienne<sup>32</sup>.

## Conclusion

En définitive, il est étonnant que la lutte antiterroriste en Afrique n'ait pris de sens à Washington qu'après le 11 septembre, compte tenu des événements survenus en Afrique de l'Est en 1998, à savoir les attentats contre les ambassades américaines à Nairobi au Kenya et à Dar es Salam en Tanzanie<sup>33</sup>. Il est tout aussi curieux de constater que ce n'est qu'après septembre 2001 que Washington s'est brusquement souvenu que l'Afrique pourrait devenir un des terrains du terrorisme, car, comme le rappelle le président Omar Bongo du Gabon<sup>34</sup>, l'Algérie et l'Égypte ont connu bien longtemps avant le 11 septembre la terreur islamiste et « malgré leurs appels répétés depuis près d'une décennie à combattre ce fléau, on a pour ainsi dire fermé les yeux jusqu'en septembre 2001... ». L'attentat manqué du vol Amsterdam-Détroit montre d'une part que les États-Unis restent encore aujourd'hui la cible de terroristes, même amateurs, et ce, malgré les moyens considérables déployés depuis le 11 septembre 2001 et d'autre part que « les héritiers de Ben Laden apportent la preuve que le renforcement des capacités sécuritaires ne peuvent les empêcher d'atteindre leurs objectifs et de frapper où et quand ils le souhaitent [y compris aux États-Unis] ». Sont ainsi mis à mal dans le même temps l'inefficacité des services de renseignement américains, « faisant ainsi la démonstration de leurs limites face à des acteurs asymétriques<sup>35</sup> ». En plus de lutter contre le terrorisme en Afrique, l'Administration Obama, en s'appuyant sur l'AFRICOM, doit aussi lutter contre la piraterie qui sévit au large des côtes somaliennes dans le Golfe d'Aden, qu'il ne faut pas confondre avec le terrorisme maritime<sup>36</sup>.

---

Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Yémen, ainsi que l'Union africaine, l'Union européenne, l'Otan, le secrétariat de l'ONU et l'Organisation maritime internationale

32. Voir Charles Corey, « Anti-Piracy Efforts Along Africa Coast Show Some Success », 6 mai 2009, <http://www.america.gov/st/peacesec-english/2009/May/20090506122422WCyeroC0.7879907.html> [consulté le 26 mars 2010].

33. Notons aussi que, pour avoir hébergé des groupes terroristes, dont celui de Ben Laden, de 1993 à 1996, le Soudan faisait déjà partie des États voyous (*Rogue States*) bien avant les attaques du 11 septembre, selon l'administration américaine.

34. Voir l'entretien entre Omar Bongo et Assane Fall-Diop, « Le Terrorisme : une menace inédite », *Géopolitique africaine*, n° 5, février 2002, p. 8.

35. Voir Barthélémy Courmont, « Introduction : l'Émergence de nouveaux acteurs asymétriques », *La revue internationale et stratégique*, n° 51, automne 2003, p. 81.

36. Pour plus de détails sur les deux concepts, voir Hugues Eudelines, « Terrorisme maritime et piraterie d'aujourd'hui : les risques d'une collusion contre-nature », *EchoGéo*, n° 10, 9 novembre 2009, <http://echogeo.revues.org/index11405.html> [consulté le 26 mars 2010].